

DEUXIÈME PARTIE

Quelle histoire raconter pour les espaces occitan et catalan ?

Histoires d'histoires...

PHILIPPE MARTEL

Professeur émérite

Quelques évidences pour commencer. Les historiens aiment à dire, et sans doute à croire, que l'histoire est une science, et non un genre littéraire reposant sur un parti-pris non fictionnel, au contraire du roman. Il est certain que la profession a su développer des méthodes rationnelles d'exploration du passé, au fil des siècles, depuis feu Hérodote ou feu Tacite. Il n'en demeure pas moins que pendant longtemps la fonction de beaucoup de leurs descendants a été celui d'historiographes officiels des monarques, au service des intérêts du Royaume ; et, somme toute, le rôle des auteurs de manuels scolaires depuis la III^e République était-il si différent ? Et, même quand l'écriture de l'histoire, universitaire notamment au cours du XIX^e siècle, prend son autonomie par rapport aux donneurs d'ordre officiels, le point de vue des historiens n'est pas à l'abri de la contamination par les idéologies en lutte dans la société de leur temps, qu'ils le veuillent ou non, et quels que soient les efforts qu'ils font pour échapper au poids de ces idéologies au nom de "l'objectivité". Jeanne d'Arc a-t-elle "entendu" des voix, ou seulement "cru" les entendre ? Le moins qu'on puisse dire est qu'aux alentours de 1900 le conflit entre historiens catholiques et historiens libre-penseurs a été dépourvu de sérénité scientifique. La Révolution et la Terreur ont suscité les mêmes discussions, et ce n'est pas fini si on en juge par l'accueil réservé à tel film récent consacré à l'épisode vendéen. Le même corpus factuel, selon le point de vue de l'historien qui l'exploite, peut être lu de façons diamétralement opposées. Et c'est particulièrement vrai dès qu'il s'agit de raconter l'histoire d'une "nation", que cette histoire se confonde avec celle d'un État, ou qu'il s'agisse de la façon dont telle communauté dépourvue du soutien d'un État entreprend de revisiter son passé pour justifier ses revendications présentes. Je l'ai compris pour la première fois il y a plus de cinquante ans, au cours d'un séjour linguistique en Allemagne : j'étais tombé sur un manuel d'histoire de l'Allemagne qui s'indignait de voir comment les historiens français prétendaient annexer la mémoire de "Charlemagne". Il était bien entendu que *Karl der Grosse* était, ne pouvait être qu'un des héros fondateurs de l'histoire allemande. J'ai oublié comment le manuel expliquait le fait ennuyeux que cette histoire avait été, des siècles durant, plutôt celle de constructions politiques distinctes et parfois hostiles avant que le roi de Prusse y mette bon ordre en 1871 (à Versailles d'ailleurs), mais je ne doute pas que ses explications devaient être particulièrement ingénieuses. J'en avais cependant retenu l'idée que, somme toute, la leçon d'histoire de France qu'on m'avait apprise, avec l'image pieuse de

l'Empereur à barbe dans son rôle d'inspecteur de l'enseignement primaire distribuant bons et mauvais points aux écoliers de son Empire, méritait peut-être d'être relue avec une certaine prudence.

Si j'avais eu peur de me tromper, j'aurais vite été rassuré quelques années plus tard par les travaux décisifs de Suzanne Citron sur le Mythe National²⁹. Il y a bel et bien un récit, sinon carrément un roman national français, reposant sur l'idée que la France existe depuis toujours, que notre arbre généalogique collectif remonte aux Gaulois, ou que le tracé de nos frontières, forcément naturelles et en forme d'hexagone, doit bien correspondre à une nécessité profonde. Sans oublier le fait que la France était par excellence, et depuis toujours là encore, la patrie de l'Universel et de la défense des valeurs dudit. Un récit qui, dans le détail, repose sur un cycle récurrent : à un temps de discorde civile entre Français qui ne s'aiment pas (pour citer une formule de Maurras à propos de l'Affaire Dreyfus reprise par Pompidou à propos de Mai 68) succède une invasion étrangère avant qu'un sauveur (ou, exceptionnellement, une sauveuse) vienne réconcilier les Gaulois réfractaires aux dépens des ennemis de l'extérieur comme de leurs complices de l'intérieur - en attendant la prochaine et inévitable crise qui relancera le cycle. La leçon étant bien entendu que l'unité doit toujours prévaloir sur les menues divergences d'intérêt et d'opinions entre membres fraternels de la communauté nationale. Renan y ajoutait, cyniquement, la nécessité pédagogique de l'oubli - celui, comme par hasard, de la croisade albigeoise et de la Saint-Barthélémy - les manuels de mon enfance le suivant pour ce qui est de la Croisade.

Dans ce récit, les histoires spécifiques des territoires inclus dans les frontières sacrées ne sauraient avoir de place : ces territoires, les "provinces", apparaissent au moment où ces frontières les englobent. Ce qui s'y passe avant n'a d'intérêt qu'au regard d'une certaine érudition locale forcément poussiéreuse et potentiellement réactionnaire ; ce qui s'y passe après n'a de place que comme épisode illustratif d'un moment historique affectant l'ensemble du pays. Il y avait ainsi à Paris aux Archives nationales (et il y a peut-être encore), dans une sorte de musée de l'histoire de France, une carte de ces provinces assez semblable dans son principe à ces plans dans les stations de métro permettant de visualiser le parcours de la ligne que l'on veut emprunter : il suffisait d'appuyer sur un bouton correspondant à une certaine date pour voir s'éclaircir les contours de la "province" devenue alors française. Auparavant, elle stagnait dans une obscurité qu'elle retrouvait aussitôt après, puisque désormais, selon la formule longtemps consacrée, son histoire se confondait avec celle de la Nation tout entière. Je ne vois pas de meilleur symbole du statut réservé au "local" dans un récit national français qui peut tout au plus accepter une réduction au micro-local, comme ces monographies communales que les inspecteurs de la III^{ème} République

²⁹ Citron S. (1987). *Le mythe national : l'histoire de France revisitée*, Paris, Les éditions ouvrières.

encourageaient les instituteurs à rédiger à leurs heures de loisir. Mais Maïté Bouyssy reviendra ici même sur la façon dont aujourd'hui encore des historiens français, et non des moindres, abordent l'agaçante différence "méridionale".

Bien sûr, le cas français n'a rien d'exceptionnel. Partout sur la planète, les États ont veillé à fournir à leurs populations, par l'école, mais pas seulement, un récit national rassurant, et les preuves de la légitimité de l'existence de l'État comme incarnation de l'âme du Peuple. On doit à Marc Ferro, sur ce sujet, un livre assez savoureux et nourri d'exemples³⁰. L'actualité de la guerre entre Russie et Ukraine en fournit aussi d'assez beaux, destinés à justifier soit l'existence d'une nation ukrainienne ayant enfin réussi en 1991 à se libérer du joug du "brutal argousin grand-russe" dont parlait Lénine en pensant à Staline, soit, en face, le caractère indiscutablement russe, depuis la Rous' de Kiev, des plaines (sans nom) situées à l'est de la Pologne et des Karpathes. Outre Atlantique, le cinéma a été de son côté l'outil idéal pour diffuser une certaine idée de l'histoire américaine comme celle de la conquête exaltante par les pionniers d'une Frontière sauvage en attente de Civilisation. Et il y aurait eu place, dans notre débat, pour la façon dont l'État espagnol a choisi, de son côté, de raconter sa propre histoire. Elle doit valoir le détour.

Mais, on l'a dit plus haut, la reconstruction du passé n'est pas l'apanage des seuls pouvoirs d'État. Une des tâches prioritaires des intellectuels liés aux mouvements "nationalitaires" du XIX^{ème} siècle comme aux mouvements de décolonisation du siècle suivant a été, avec la construction d'un standard linguistique "national", l'élaboration d'un discours sur l'histoire d'un "peuple" jusque là soumis à un autre. Un discours qui se légitime d'abord par la dénonciation des oublis et déformations de celui diffusé par l'autre, alors même qu'il utilise somme toute les mêmes recettes : des ancêtres prestigieux peuplant depuis toujours un territoire sacré, une culture, une langue, des traditions et une mentalité communes, et bien sûr les indispensables souffrances partagées qu'ont infligées jadis (ou aujourd'hui) un ou plusieurs ennemis héréditaires. Dès le milieu du XIX^{ème} des historiens bretons mettent ainsi au point un récit posant aux origines de leur "peuple", non point les mêmes ancêtres gaulois que les autres Français, mais des Bretons important dans une Armorique déserte une langue et des usages venus des îles "britanniques", partagés avec les frères gallois et corniques. Avant de célébrer les exploits des rois de la fin du premier millénaire comme ces Nominoé ou Salomon portant les frontières de la Bretagne assez loin vers l'est, puis de déplorer, de façon plus ou moins subliminale, le "rattachement" à la France au XVI^{ème} siècle, puis, assez clairement par contre, la fin de l'autonomie du Duché avec la Révolution.

On se doute bien que ni les Catalans ni les Occitans, à la même époque, n'ont échappé à la tentation de recourir à des procédés de même nature pour se doter eux aussi d'un récit de leur passé valorisant face à un récit - castillan, parisien - qui, pour reprendre une formule de Mistral, leur contait leur histoire "à

³⁰ Ferro M. (1981). *Comment on enseigne l'histoire aux enfants*, Paris, Payot.

rebours”. Le même Mistral rejoignait alors, et recopiait, à propos de la croisade des Albigeois, des “historiens” qui dénonçaient l’égorgement par les barbares du Nord d’une société raffinée, tolérante, et déjà démocratique, face à d’autres auteurs, parfois prestigieux comme Michelet, qui ne voyaient là qu’un “Midi” à la population métissée, totalement déstructuré politiquement et socialement, dépourvu de toute boussole morale et livré à des hérétiques prônant l’anarchie, avant que le bon roi de France ne vienne le sauver en l’intégrant miséricordieusement à ses domaines – et en le sauvant, au passage, du risque (effrayant) d’une annexion par des souverains espagnols (puisque aragonais). Deux caricatures, certes ; mais la première avait sa séduction pour des patriotes occitans en quête de consolation et qui ont cherché à identifier, au fil des siècles qui ont suivi, d’autres preuves de l’existence d’une Occitanie toujours étouffée (par toujours les mêmes) mais néanmoins “éternellement renaissante”, pour citer Mistral là encore. C’est de cela que nous parleront ici Yan Lespoux pour le versant occitan et Jordi Canal³¹ pour ce qui se passe en matière de récit national, côté catalan.

Mais on aurait tort de se borner (vertueusement) à renvoyer dos à dos deux types de récits mythologiques, et à renoncer à se demander s’il est vraiment impossible d’aborder sereinement l’histoire de cet espace occitano-catalan qui nous réunit aujourd’hui comme déjà il y a vingt ans au moment des colloques de l’Eurocongrès. À cela nous invite l’exemple de Robert Lafont, et l’attention qu’il a toujours portée à l’histoire tout au long de sa réflexion sur le fait occitan, depuis au moins *Sur la France* en 1968, sans se satisfaire des approximations et reconstructions antérieures.

Notre rencontre de décembre à Narbonne doit permettre, permettra, je n’en doute pas, de rouvrir ce chantier essentiel.

³¹ Cette intervention n’est pas publiée avec les Actes car elle a déjà été publiée dans la revue *Escripta*, Vol. 1, Núm. 1, enero-julio 2019 Universidad Autónoma de Sinaloa, México, <http://escripta.uas.edu.mx>, et sur academia.edu. De ce fait, nous n’avons pas reproduit non plus la réponse d’Elisenda Paluzie. [Euroccat]

Qu'en est-il du roman national occitan ?

Yan LESPOUX

Maître de Conférences HDR

Équipe de recherches ReSO,

On peut en effet se poser la question à l'heure où le roman national en question semble intéresser peu de personnes. Même si, d'une certaine manière, en attendant d'hypothétiques rebondissements, il commence à devenir un objet d'histoire. Il l'était déjà, en fait, en ce qui concernait la manière, que Philippe Martel a fort bien étudiée, dont il s'est mis en place au XIX^{ème} siècle [Martel, 2015].

Le fait est qu'il a retrouvé une vigueur certaine dans les années 1960-1980, ce qui a d'ailleurs donné lieu à une critique assez acide de Gérard Cholvy dans les Annales ESC, en 1978. L'historien montpelliérain y relevait en particulier que l'histoire militante de l'Occitanie était avant tout le fait de personnes qui n'étaient pas des historiens. C'est là *d'ailleurs* une position parfaitement assumée par Jean Larzac dans son article de 1971, dans *Les Temps modernes*, intitulé “*Descolonizar l'istòria occitana*”, qu'il reprend en introduction de son livre qui porte le même titre, en 1980 :

“[...] es benlèu de marrida istòria, d'abondar lo passat a partir del present. O cal daissar parlar tot sol. [...] Rason de mai [...] abans d'analizar l'istòria de mon país, per plan far reconóisser a mon legeire lo quadre de pensada qu'es lo sieu, lo mieu, en 1968. Es contra aquel quadre que lo passat se deurà deslieurar, e s'afortir dins son anar pròpri.” [Larzac, 1980, p. 13]

Alors donc, qu'en est-il du roman national occitan ? Essayons de comprendre, même succinctement, de quoi il se compose et d'où il nous parle.

Le roman national

Suzanne Citron, dans son ouvrage *Le mythe national* (1987), explique de quelle manière l'enseignement de l'histoire est devenu, au XIX^{ème} siècle, le vecteur de transmission d'un sentiment national. Il s'agit de forger une mémoire collective à laquelle les citoyens peuvent se rattacher à travers des personnages, des événements ou des lieux qui symbolisent la personnalité de la nation France. Nul ne peut mieux incarner cette volonté que l'historien Ernest Lavisse, avec ses manuels qui paraissent à partir de 1884. Dans ceux-ci, la France existe

depuis toujours. Ainsi Lavissee peut-il écrire dans le Livre II de son manuel, “Les origines de la France” :

“Les temps préhistoriques. – La France a un climat modéré et un sol riche : il y fait bon vivre : aussi est-elle parmi les pays les plus anciennement peuplés du monde. Des hommes y ont vécu depuis le début même des temps préhistoriques.

[...]

Nous avons vu quels progrès avaient faits les hommes préhistoriques. Les habitants de notre pays les avaient faits aussi ; huit ou dix siècles avant J.-C., ils commençaient à travailler le fer.”

Avant même nos fameux ancêtres les Gaulois, il y avait donc déjà des Français en France. France, “être incréé”, nous dit Suzanne Citron, au “*destin providentiel et tracé à l’avance*”. Voilà le roman national français bien installé dans l’école de la République. Suzanne Citron, toujours elle, nous explique d’ailleurs qu’elle relève jusqu’en 1985, dans certains manuels d’histoire de primaire, la reprise de la mise en scène de ce roman national à la manière de Lavissee.

C’est à ce roman national qu’entend répondre l’occitanisme, notamment à partir des années 1960. Cela ne veut pas dire que ça n’a pas déjà été le cas auparavant. Cela signifie seulement qu’il y a, à partir de cette décennie, une abondance d’ouvrages et d’articles sur le sujet. On ne peut éluder, dans ce mouvement, deux éléments qui, s’ils ne sont pas sans rapport avec l’Histoire, n’en sont pas vraiment : la diffusion à la télévision dans l’émission *La caméra explore le temps*, en mars 1966, d’un film en deux parties de Stelio Lorenzi intitulé *Le drame cathare* et, par la suite, dès le premier album de Claude Marti, en 1969, la Nouvelle chanson occitane dont la thématique de l’histoire dissimulée ou confisquée constitue un pan important de l’inspiration. Cela participe indéniablement de la mise en avant de la question historique.

L’Occitanie éternelle

Cela part d’un constat qu’il est difficile de contester et qui relève presque de la lapalissade : l’histoire de France ignore la particularité occitane.

Aquesta istòria del plen francés farga un void occitan : escafament dels Visigòts al benefici dels Francs, escafament de la Crosada Albigesa, Guèrra de Cent Ans sens autras referéncias qu’anglesas e francesas, escafament de totas las revòltas regionalas. Se, encara uèi, una cèrta incredulitat règna sus una istòria de l’espaci occitan, es perque l’Escòla francesa l’a mesa al secret d’Estat. [Lafont, 2003, p. 191]

Mais pourquoi donc ? Jean Bonnafous, en 1980, dans son ouvrage *Le tragique destin de l'Occitanie*, aimerait bien le savoir :

Depuis un peu plus de quatorze siècles – exactement depuis la victoire remportée par Clovis sur Alaric II à Vouillé en 507 – la plupart des gouvernants des divers régimes qui se sont succédé à Paris se sont obstinés à détruire l'OCCITANIE, tantôt par la violence, tantôt par l'asphyxie, tantôt par la séduction, tantôt par le silence. Nous n'arrivons pas à comprendre pourquoi.

[Bonnafous, 1980, p. 11]

L'Occitanie, pourtant existait, disent certains. Et ce avant même que sa langue naisse, si l'on en croit Georges Labouysse :

"[...] ce qui est intéressant dans le découpage administratif romain, c'est de voir que le diocèse de Viennoise [...] recouvre approximativement le futur domaine de la langue occitane ! Ce n'est certainement pas un hasard..."

[Labouysse, 2007, p. 17]

"Les Wisigoths, un peuple peu nombreux qui réussira une synthèse harmonieuse entre les apports germaniques et les acquis de Rome, un peuple qui préfigurerait l'émergence de la future civilisation occitano-catalane du Moyen Âge." [Labouysse, 2007, p. 19]

Et de rappeler un peu plus loin que ce qui est vrai pour l'Occitanie ne l'est pas forcément pour la France :

"[...] rappelons-nous avec quel tintamarre la France laïque fit venir en 1996 le pape Jean-Paul II pour célébrer le 1500^{ème} anniversaire du prétendu baptême du "loubard belge" Clovis, baptême qui aurait été celui "de la France" !!! On sait bien pourtant que les réalités politiques territoriales du V^{ème} siècle ne pouvaient prédestiner la France d'aujourd'hui." [Labouysse, 2007, pp. 19-20]

La manière dont Bonnafous aborde l'histoire occitane, ou plutôt l'histoire de l'Occitanie, est particulièrement intéressante. En effet, il y a chez lui la volonté de faire presque un roman national occitan miroir du roman national français. À la différence que là où le destin providentiel de la France s'est réalisé, celui de l'Occitanie a été entravé. Par la France, justement, et très tôt qui plus est :

“La plupart des historiens français se félicitent de la politique de Clovis parce qu'elle tendait à reconstituer l'unité de la Gaule Transalpine. Nous sommes d'un avis diamétralement opposé : en poussant le royaume frank jusqu'à la Méditerranée, Clovis séparait à jamais l'Italie, la Gaule et l'Ibérie ; tandis que Flavius Théodoricus voulait les maintenir unies dans l'empire romain d'Occident restauré sous son impulsion. Un tel État aurait été en mesure de résister à de nouveaux envahisseurs et aurait pu initier la synthèse de l'Europe qui est encore en projet. D'autre part, il aurait évité à l'Occitanie les affreux ravages que lui firent subir les guerriers franks.” [Bonnafous, 1980, p. 21]

C'est là un premier moment charnière. Il y en aura d'autres. Le plus connu est bien entendu la croisade des Albigeois. Là encore, sept siècles après Vouillé, le destin de l'Occitanie est empêché. Voilà ce que nous dit André Dupuy, dans son *Historique de l'Occitanie* (Rodez, Subervie, 1975) qui conclut, après avoir parlé de la défaite de Muret en 1213 : *“Ainsi s'évanouit l'espoir de la création d'un État occitano-catalan qui, fait assez rare dans les annales de l'histoire, aurait eu une civilisation homogène”* (p. 43).

On peut d'ailleurs remarquer que ces constructions donnent à l'Occitanie un destin européen. C'est aussi ce que dit Robert Lafont dans sa – on ne peut s'y tromper – *Petita istòria europèa d'Occitània* [Canet, Trabucaire, 2003] et qu'il disait déjà en 1971 dans ses *Clefs pour l'Occitanie* :

“Au sud, une construction politique est en cours, qui défait le mythe juridique de la Francia occidentalis comme de la Lotharingie. Une grande Aquitaine est constituée, duché dirigé par les comtes de Poitiers. Elle vient buter contre Toulouse. Au sud des Pyrénées, Catalogne et Aragon se réunissent sous le sceptre d'Alphonse II. [...] Trois maisons rivales ont une même vocation : rassembler les terres où, maintenant, une ethnie consciente de son identité écrit sa langue toute neuve.

Ces terres voient alors confirmer leur vocation européenne.”

[Lafont, 1971, p. 24]

C'est encore ce que dit Georges Labouysse en 2007 :

“N'en déplaise à celles et ceux qui nient le passé des peuples “vaincus” pour mieux les dominer et ferment les yeux sur les crimes de guerre et les massacres en tout genre opérés par l'État français des origines à nos jours, nous avons tous une histoire que nous devons assumer avec ses ombres et ses lumières, pour mieux construire l'avenir dans une Europe des peuples et des régions solidaires.” [Labouysse, 2007, p. 7].

On le voit, cela répond aussi à un dessein politique occitaniste – ancien d’ailleurs, et souvent contrarié par les querelles internes et/ou la simple réalité – fondé sur une idée fédéraliste.

Les Occitans, ce peuple de démocrates

Rien de plus normal, d’ailleurs,””” pour un peuple qui chérit intrinsèquement les valeurs d’égalité, de tolérance et le concept de démocratie :

“Ainsi fut anéanti un espace culturel original ouvert aux influences d’Orient – Judaïsme, Christianisme, Islam – et aux échanges économiques avec l’Italie et la Méditerranée, en plein épanouissement de l’art roman et de la langue d’Oc des Troubadours, en plein développement des Républiques urbaines et des libertés communales, comme cette République de Toulouse instaurée en janvier 1189 après une courte Révolution, juste 600 ans avant la Révolution française de 1789.” [Labouysse, 2007, p.26]

L’Occitanie est ainsi parée de toutes les vertus. Ne lui manque que la capacité à se défendre contre ceux qui veulent l’asservir...

Labouysse suit en fait la même ligne qu’André Dupuy avant lui :

“Il est remarquable de constater que les grands courants de populations, venus de l’est, du nord et du sud, se sont presque tous terminés chez nous, nous apportant ainsi leur civilisation. Il y eut non pas passage de peuples, ce qui a pour effet de dévaster et non de construire, mais installation de peuples. Cette fixation des races préhistoriques et historiques, une celtisation relativement faible et une très grande romanisation, constituent la grande originalité de l’Occitanie par rapport au nord de la France où les peuples préhistoriques ont été beaucoup moins importants, la celtisation plus profonde et la romanisation moins poussée.”

“[...] Il a fallu des rapports humains permanents jusqu’à l’aube de ce millénaire, à travers tous les pays d’oc, pour que tous ces peuples aux langages et aux mœurs divers finissent par ne plus parler qu’une même langue et n’avoir qu’une même civilisation. L’une comme l’autre n’ont pas été imposées, elles sont le fruit de la convivència (coexistence pacifique et tolérante), ce qui explique la tolérance de l’homme d’oc.”

[Dupuy, 1975, p.16-17]

Avis partagé aussi par Bonnafous et Espieux. Quant à Lafont, il évoque aussi la notion de paratge, *“egalitat morala dels òmes”*, sans donner plus d'explications sur cette notion qui, aujourd'hui encore, demeure bien floue.

“Déjà les “distinctions sociales” tendaient à ne se fonder que sur le mérite, sept siècles avant la “Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen” dont nos “Franciens” sont si fiers.” [Bonnafous, p.51]

“Nous en voulons pour preuve cette tolérance que tous les observateurs reconnaissent comme l'un des signes distinctifs de l'occitan dans les moments les plus favorisés. Nous écrivons tolérance, mais nous pourrions également évoquer cet idéal laïque que prise si fort la majorité des occitans. Sociable par définition et fort du respect qu'il réclame à autrui en ce qui concerne ses propres croyances, l'occitan ne respecte pas moins les croyances d'autrui.” [Espieux, p. 36]

Ce que l'on voit à travers ces différents ouvrages, c'est que le roman national occitan est moins un roman national en miroir du roman national français que son négatif.

Le roman national français est parfaitement identifié par les occitanistes. C'est un roman destiné à former des citoyens français dans le cadre d'une vision uniformisatrice de la citoyenneté et, particulièrement sous la Troisième république, à former des citoyens prêts à défendre cette patrie qui a existé de toute éternité. Pour cela il rabote toutes les aspérités, gomme les particularités, efface tout ce qui viendrait mettre à mal le récit qu'il porte. Ainsi ne parlerait-il ni des Wisigoths, ni de la croisade des Albigeois, par exemple. Pire, il porte aux nues des héros nationaux dont certains, à l'image de Saint-Louis, sont considérés par ces occitanistes comme des persécuteurs.

On propose donc un récit opposé : les Francs sont des barbares sans culture, les Wisigoths un peuple élevé à la lumière du droit romain. Les Français du Nord sont des tyrans et des sauvages, les Occitans des personnes animées d'un profond esprit égalitaire et tolérant. Les Français ont des héros nationaux ? Les Occitans n'en ont pas besoin : leur peuple exemplaire, prêt à se lever contre toutes les injustices, se suffit à lui-même.

Mais là où le roman national français, à travers ses héros, ses grandes chevauchées, montre l'accomplissement d'un destin glorieux écrit par avance, le roman national occitan est le roman d'une destinée brisée. Il présente certes

les aspects lumineux du peuple d'oc et de sa nation elle aussi issue du fond des âges, mais il se fonde pour une grande part sur le récit de la mise à sac de son destin par son voisin tyrannique. C'est un récit qui, tout en glorifiant un peuple, une nation, s'attache à montrer sa déchéance sous la coupe de "l'occupation française". Il comporte un volet consolatoire qui relève pour partie de l'uchronie – "*Si... nous aurions pu devenir...*" – et un autre qui relève du martyrologue, le peuple occitan comme peuple victime. Il en résulte souvent une façon de présenter la France de manière, si ce n'est insultante, à tout le moins très dépréciatrice. Ainsi en va-t-il du terme "*franchouillard*" qui revient souvent sous la plume de Georges Labouysse. Et, bien entendu, il y a les constantes comparaisons entre la France – en particulier au moment de la Croisade des Albigeois – et l'Allemagne nazie. L'Inquisition, sous la plume de Labouysse, c'est la Gestapo et la Croisade un crime contre l'humanité. Lafont n'y échappe pas non plus, utilisant lorsqu'il parle de la Croisade une terminologie qui est celle de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale : "*Libération*", "*Résistance*", "*Génocide*"...

Alors, pour répondre à la question initiale, comment se porte le roman national ? Pas trop mal, merci. Certes il est moins présent actuellement dans la littérature militante occitane – le dernier ouvrage au sujet de l'histoire de l'Occitanie de Labouysse date de 2016 – mais il suffit de discuter avec des militants occitans ou des sympathisants pour s'apercevoir qu'il a fait son chemin dans les esprits, au moins partiellement, et qu'il est même parfois un ressort de la militance qui devient une manière de tenter d'obtenir une réparation. Car c'est surtout là que se situe cette manière de raconter l'histoire de l'espace d'oc. Il s'agit de proposer un récit alternatif à un supposé récit officiel ou à une absence de récit dans l'enseignement scolaire de l'histoire. Et c'est ainsi qu'il faut le voir. D'où aussi l'importance d'avoir des ouvrages de vulgarisation à propos de l'histoire de l'espace d'oc, écrits par des historiens, qui proposent un travail plus objectif sans pour autant nier les carences des programmes scolaires. Et on renverra donc à ce sujet aux travaux récents de Jean Sagnes et de Philippe Martel.

Sources :

Bonnafoous, Jean, *Le tragique destin de l'Occitanie*, Cévennes Magazine, F.E.R., Alès, 1980.

Dupuy, André, *Historique de l'Occitanie*, Rodez, Subervie, 1975.

Espieux, Henri, *Histoire de l'Occitanie*, Agen, Centre culturel occitan, Coll. Cap e Cap, 1970.

Labouysse, Georges, *Histoire de France - L'IMPOSTURE*, IEO Éditions, 2007.

Lavisse, Ernest, *Histoire de France, classe de fin d'études, certificat d'études primaires*, Paris, Armand Colin, 1934. Rééd. 1948.

Lafont, Robert, *Clefs pour l'Occitanie*, Paris, Seghers, 1971.

Lafont, Robert, *Petita istòria europèa d'Occitània*, Canet, Trabucaire, 2003.
Larzac, Jean, *Descolonisar l'istòria occitana*, T.1 – Reduseires de caps, Tolosa, IEO, coll. A tots, 1980.

Bibliographie :

Cholvy, Gérard, “Histoires contemporaines en pays d’Oc”, *Annales ESC*, 1978, pp. 863-879.

Citron, Suzanne, *Le mythe national*, Paris, Éditions ouvrières, 1987.

Lespoux, Yan, “Du « petit Lavisse » au “petit Labouysse” ? Quels outils pour former à l’histoire de l’espace occitan ?”, *Lengas*, n° 83, 2018.

Martel, Philippe, “Histoire d’Occitanie”, in Martel, Philippe, *Études de langue et d’histoire occitanes*, Limoges, Lambert-Lucas, 2015, pp. 21-42.

Martel, Philippe, *Histoire de l’Occitanie*, Fouenant, Yoran, 2019.

Sagnes, Jean, *Petite histoire de l’Occitanie*, Pau, Cairn, 2017.

Respondre a la pseudohistòria, una tasca necessària per Catalunya

Miquel FUERTES BROSETA

Aquest treball reflexiona sobre l'obra publicada l'any 2020 *Pseudohistòria contra Catalunya. De l'espanyolisme a la Nova Història*, coordinada per Vicent Baydal i Cristian Palomo, en la què un grup d'historiadors respon a una sèrie de falsedats històriques sobre la història catalana que han estat difoses des del nacionalisme espanyol i també des del català¹.

La Història des d'antuvi ha estat utilitzada com a ferramenta política, atès que l'estreta vinculació entre el passat, la memòria i la identitat fa d'aquesta disciplina una potencial eina per a la manipulació de les masses. La Història com àrea científica ha de construir les seves hipòtesis en les evidències existents i sempre sobre la base de l'honestat intel·lectual, requisits que no obeeixen moltes d'aquestes teories i reconstruccions creades per motivacions molt distintes a les acadèmiques. Car és cert que les evidències històriques passen pel filtre de l'historiador que no pot ser totalment asèptic. Aquesta raó ha motivat que hi haja certa difusió de la idea que la recerca històrica no és objectiva i que, per tant, tan vàlides serien unes opinions com altres i que seria impossible donar amb una "veritat" històrica. Aquesta bastant comuna percepció afavoreix que apareguin reconstruccions del passat específicament dissenyades per afavorir certes posicions ideològiques i que no reuneixen els requisits mínims per ésser considerades científiques, però que tenen gran difusió i compten amb un públic considerable.

Donada aquesta falta de sinceritat a l'hora de desenvolupar aquests relats, els editors del llibre han escollit el terme "pseudohistòria" per definir aquestes reconstruccions que presenten unes conclusions totalment falses i que no estan revestides de cap credibilitat acadèmica i que tampoc assoleixen els criteris de la recerca científica. Lamentablement, en el món en què vivim, la difusió d'aquestes teories pseudohistòriques està a l'ordre del dia a través de blogs i xarxes socials i no solament, atès que en ocasions també des de mitjans teòricament més seriosos se'n fan ressò. A més, no només són ràpidament difoses, sinó que també contenen amb un gran nombre de seguidors, que per qüestions que tenen més a veure amb la política actual que amb la història, estan predisposats a creure aquestes versions dels esdeveniments passats que pot ser molt més útil per confirmar els seus plantejaments ideològics que els estudis acadèmics. Els estudis seriosos fonamentats, per haver-se de limitar a allò que indiquen les evidències

¹ Baydal Sala, Vicent, i Palomo Reina, Cristian (coords.), *Pseudohistòria contra Catalunya. De l'espanyolisme a la Nova Història*, Vic, Eumo, 2020.

documentals o arqueològiques, no solen acontentar els diferents sectors polítics, ja que la complexitat del món passat i de les realitats històriques solen fer difícil presentar les coses de forma senzilla com a blanques o negres, doncs els diferents matisos introdueixen multituds de tonalitats grises que dificulten la seva apropiació i que les seves conclusions es puguin posar al servei d'una ideologia. La reconstrucció del passat per servir a finalitats polítiques és una problemàtica visible a tot arreu, però a Catalunya, per la seva delicada conjuntura de les últimes dècades, la situació s'ha fet molt més evident. Des de diverses posicions ideològiques contraposades s'han tractat de fer unes narracions del passat català favorables i que justifiquin les respectives posicions. Els autors del llibre que aquí s'analitza es proposen respondre amb rigor acadèmic a diverses teories sobre la Història catalana amb gran predicament i difusió en els últims anys, però que no responen a evidències empíriques i testimonis documentals, sinó que s'han creat i difós per servir certs objectius de tipus polític.

El llibre reacciona contra els dos grans corrents creadors de relats distorsionadors de la història catalana. Per un costat l'“espanyolisme”, és a dir el nacionalisme espanyol, que contradiu qualsevol passat on Catalunya pogués tenir un cert grau d'autonomia política amb l'objectiu de negar l'existència d'una nació catalana. Per l'altre, les teories creades i difoses per l'Institut Nova Història, enfocat cap a un públic nacionalista o independentista català, que reivindica l'existència d'un gran imperi català en l'època medieval i moderna i que l'aparell de l'Estat Espanyol presumptament hauria ocultat, apropiant-se així de les glòries catalanes i fent-les passar per castellanès. Cal reflexionar també sobre el títol escollit per denominar el conjunt del treball, doncs no només es desacrediten les teories de l'“espanyolisme” i de l'Institut Nova Història, sinó que també s'indica que tant les unes com les altres van en contra de Catalunya, és a dir, que també els discursos escampats per sectors nacionalistes o independentistes catalans de l'Institut Nova Història van en contra dels catalans i dels seus interessos com a poble.

Els autors de l'obra remarquen algunes característiques comunes d'aquests dos corrents pseudohistòrics com, per exemple, el fet que invoquen l'existència de conxorxes o conspiracions que expliquen perquè la narració històrica feta tradicionalment no coincideix amb els seus nous “descobriments”. Des de les posicions espanyolistes s'argumenta que des de la societat i institucions catalanes i especialment des del govern de la Generalitat de Catalunya s'ha tergiversat la història d'Espanya per adoctrinar al poble català i fomentar el secessionisme. Per la seva banda, des de l'Institut Nova Història es preconitza una suposada conspiració plurisecular dirigida des de l'Estat espanyol per castellanitzar la història de Catalunya apropiant-se de les grans fites i gestes del poble català. En ambdós casos s'utilitza el paper de víctima dels poders polítics per presentar-se com a autèntics reveladors de la “veritat” històrica. Aquesta situació permet a aquests pseudohistoriadors qualificar a tots a aquells que no comparteixen o que no responen a les seves teories com a col·laboradors en la conspiració. Per consegüent, no resulta possible establir un debat

argumentat amb els responsables de la difusió d'aquestes reconstruccions històriques, ja que no admeten cap possibilitat d'error en les seves hipòtesis.

Davant d'aquesta situació, els historiadors tenen dues opcions, que es sumen a continuar treballant amb rigor i honestat -qüestió que donem per descomptada-: bé deixar fer als pseudohistoriadors i cedir-los tota la visibilitat en els mitjans de comunicació o bé fer alguna cosa i tractar de minimitzar l'efecte que puguin tenir aquestes teories en la societat. Els autors del llibre s'han decidit per la segona opció, i prenen aquest obra com "un acte de responsabilitat envers del gran públic". Per aquesta raó els autors de l'obra *Pseudohistòria contra Catalunya* es proposen respondre a diverses teories emanades d'aquestes corrents de creació de falsedats històriques, essent conscients que els responsables d'aquells no els tindran en compte, però amb la vocació d'oferir una contestació feta des de l'àmbit acadèmic per al públic que pugui estar interessat i no només per als especialistes. Els propis autors diuen sobre els autors d'aquestes teories pseudohistòriques que "juguen brut" i que "se serveixen de fal·làcies i amaguen o tergiversen les dades històriques que contradiuen els seus postulats". En conseqüència, la intenció no podia ser convèncer aquests pseudohistoriadors, sinó que "l'objectiu primordial d'aquest llibre col·lectiu és el d'oferir informació, a través d'arguments científics, proves documentals i contextualitzacions històriques i historiogràfiques contrastades, als lectors interessats en determinades temàtiques de la història de la Catalunya medieval i moderna". S'ha de valorar molt positivament que un grup d'historiadors, la major part d'ells joves, i potser per això encara amb forces, es preocupin per donar una resposta a una situació que clarament perjudica Catalunya. Sovint es fa al·lusió a la Història com a ferramenta per comprendre el passat i projectar-lo per construir el futur. Aquest grup d'investigadors ha fet el valent esforç de preguntar-se com es pot pensar i dissenyar un futur sobre una versió fal·laç de la pròpia història. Els autors són conscients que la seva obra pot provocar la reacció de gent diversa i que seran atacats i assenyalats com a ultraespanyolistes per uns i com a independentistes i secessionistes per altres, però no per això han eludit la seva responsabilitat, la qual cosa mereix un reconeixement.

El llibre es divideix en dues parts ben equilibrades, que compten amb cinc capítols cadascuna i que responen, la primera, a la pseudohistòria espanyolista i, la segona, a la pseudohistòria de l'Institut Nova Història. En la primera part, la dedicada a l'espanyolisme, respon a quatre mites molt difosos entre els sectors nacionalistes espanyols: que Catalunya no hauria existit fins 1258; que Catalunya mai hauria estat independent i que en l'edat mitjana i moderna hauria sigut un comtat del Regne d'Aragó; que Espanya com a "Estat" unificat hauria nascut amb els Reis Catòlics i que Catalunya sota els Àustria no hauria tingut cap autonomia política i, per últim, es fa una interessant aproximació al conflicte judicial sobre les obres d'art procedents del Monestir de Santa Maria de Sixena i que ha sigut utilitzat pel nacionalisme espanyol. Com veiem, totes aquestes teories espanyolistes estarien orientades a negar l'existència de

qualsevol passat en el què Catalunya hagués tingut un mínim de protagonisme o autonomia política.

La segona part, dedicada a l'Institut Nova Història, es centra en contestar algunes de les més importants teories emanades d'aquell organisme: que el Cid hauria sigut català i no castellà i la "reconquesta", un dels orígens mítics d'Espanya, hauria estat majoritàriament protagonitzada per catalans; que Cristòfol Colom, descobridor d'Amèrica, hauria sigut en realitat un català anomenat Joan Colom; que el Quixot i altres obres cabdals de la literatura castellana haurien estat originàriament escrits en català i que la història i cultura catalanes han sigut víctimes d'una conjura orquestrada des de l'Estat Espanyol mitjançant la censura. S'observa que les construccions de l'Institut Nova Història analitzades, en comptes de reivindicar la història de Catalunya estarien orientades a apropiar-se dels mites i fites de la història d'Espanya i de Castella i presentar-los com a obra dels catalans, aconseguint una història de Catalunya totalment "castellanitzada" (Cingolani, p. 242).

Als estudis centrats en respondre a les teories construïdes pels corrents pseudohistòrics es sumen els dos capítols inicials de cadascuna de les parts que serveixen com a marc conceptual i contextual de les dues tendències. Cristian Palomo és l'encarregat de fer aquest panorama general sobre els discursos històrics de caire castellanista i difosos pel nacionalisme espanyol. L'autor parteix d'una premissa que ha sigut posada de relleu per multitud de sociòlegs i historiadors de la contemporaneïtat: atesa la connotació negativa del terme nacionalista, existeix certa dificultat d'identificar-se un mateix com a tal, però fàcilment s'etiqueten com a nacionalismes altres ideologies o sensibilitats polítiques. De manera que des de la major part del territori espanyol s'identifica una sèrie de nacionalismes perifèrics com el català, el basc o el gallec i no sols, però no es reconeix que es defensen postures que des de fora podrien ser qualificades com de nacionalisme espanyol. Resulta evident que es poden trobar una sèrie de característiques definitòries d'aquest tipus de nacionalisme i que poden encaixar perfectament amb gran part de la població espanyola actual: la identificació amb els símbols de l'Estat espanyol, la defensa de la seva integritat territorial, sentir-se hereu d'una mateixa tradició històrica i cultural, donar suport a les seleccions esportives nacionals i un llarg etcètera. És cert que aquestes característiques són compartides per molts altres països i territoris arreu, però això no vol dir res més que el nacionalisme és comú en tot el globus.

Així doncs cal preguntar-se per què aquesta reticència a negar l'existència d'un nacionalisme espanyol. La resposta potser estigui, com bé indica Palomo, en la construcció del nou model estatal derivat de la constitució de 1978, que tractava d'incorporar dins del nou sistema la diversitat de nacionalitats que formen aquell Estat (veieu art. 2 de la Constitució de 1978) i el rebuig de la idea de crear un únic sentiment nacional, com havia intentat fer el franquisme. Tanmateix, és impossible pensar que els esforços per crear un únic sentiment nacionalista espanyol que parteixen del segle XIX, o potser abans, s'extingiren del tot l'any 1978.

L'autor, amb una gran capacitat de síntesi sobre un tema polièdric i extremadament complex, aconsegueix explicar com els mites i fites històriques sobre les què la historiografia dels segles XIX i XX havia sustentat el relat de la nació espanyola dues voltes mil·lenària, haurien sobreviscut en gran part de l'imaginari col·lectiu fins als nostres dies, a pesar que els estudis acadèmics hagen descartat fa dècades aquelles teories. En efecte, argumentant una vinculació tan antiga i un gloriós passat comú i al mateix temps negant l'autonomia dels diferents regnes i principats medievals i de l'Edat Moderna que formen l'actual Espanya, es pretén construir o reforçar un sentiment de pertinença a l'Estat. En paraules de Palomo pel que fa a Catalunya i altres territoris de l'extinta Corona d'Aragó, *“els pseudohistoriadors espanyolistes tenen el convenciment que si les actuals persones dels antics països de la Corona d'Aragó assumeixen que aquests territoris mai s'han autogovernat, i que no han tingut a penes relació entre ells, s'evitaran reivindicacions massa autonomistes i/o independentistes per la seva part”*. En conseqüència, és l'interès polític o ideològic i no l'honestetat allò que motiva aquests pseudohistoriadors a difondre falsedats per negar l'existència històrica d'una autonomia territorial i política catalana. Per tant, resulta lògic que gran part de les construccions pseudohistòriques procedents del nacionalisme espanyol a les que respon el llibre estiguin relacionades amb l'existència dels comtats catalans i d'un Principat de Catalunya com a territori independent tant a l'Edat Mitjana abans i després de la unió dinàstica que donà lloc a la Corona d'Aragó com en la moderna, quan aquesta es va integrar a la Monarquia dels Àustria.

Passant ja a l'estudi de Vicent Baydal, dedicat a analitzar el mètode de la pseudohistòria presumptament catalanista feta des de l'Institut Nova Història, cal senyalar una diferència notable entre aquest i l'espanyolisme, atès que mentre les teories pseudohistòriques que cerquen reforçar el nacionalisme espanyol sorgeixen de manera més o menys espontània i procedeixen de diversos sectors - alguns inclús amb cert suport acadèmic-, la reconstrucció d'orientació catalanista compta amb un clar epicentre, l'Institut Nova Història dirigit pel Jordi Bilbeny. Aquest fet suposa una diferència substancial. Si bé és difícil identificar quin és el mètode de la pseudohistòria espanyolista, atès que cada teoria té un origen divers, és més senzill identificar el *modus operandi* de la Nova Història catalana, pel fet de ser un sol organisme, amb un mestre que ha senyalat molt bé la senda als seus deixebles.

Baydal inicia el seu discurs desenvolupant de manera molt breu quin és el mètode acceptat per produir coneixement científic i com aquest s'ha d'aplicar també a l'avanç de la disciplina històrica. La història no és immutable i la recerca en arxius i altres evidències materials poden fer replantejar paradigmes o fins i tot canviar relats del passat que es creien provats. Tanmateix, existeix una metodologia i un procés d'avaluació i contrastació de dades per a què els estudis novament publicats puguin passar a integrar el coneixement acadèmic i científic. Les revistes científiques inclouen sempre un procés d'avaluació dels textos mitjançant el conegut com *“double blind peer review”*, això és que el text abans

de ser publicat passa per dos experts que, sense conèixer la identitat de l'autor, l'avaluen i comproven que s'ha seguit rigorosament la metodologia, que les fonts citades són adequades i que l'aportació suposa un avanç rellevant del coneixement. Precisament per evitar aquests filtres que el món acadèmic posa a les publicacions de baixa qualitat, els pseudohistoriadors no publiquen en revistes ni en editorials acadèmiques, sinó que ho fan en editorials alternatives, en blogs i xarxes socials.

La raó de per què des de l'Institut Nova Història i altres corrents pseudohistòrics no es publica dins dels canals habituals de comunicació acadèmica ens la dona Baydal a l'analitzar el seu mètode de treball, el *cherry picking*. Amb aquesta expressió, procedent del món acadèmic anglosaxó, es defineix aquells treballs que seleccionen unes proves concretes que interessin per confirmar les seves hipòtesis i descarten i oculten totes aquelles altres evidències que refutarien allò que es tracta de demostrar. De manera que, per aquell públic que només consulta els textos d'algué que fa aquest *cherry picking*, sembla versemblant i fins i tot provat allò que defensen, ja que tots els indicis per ells aportats reforcen la seva teoria. En conseqüència, es tracta d'un mètode que no aspira a l'honestedat, sinó que es tracta de fer tot el possible per presentar com a vertaderes hipòtesis provadament falses.

Així doncs, resulta evident que els treballs d'aquests pseudohistoriadors no tenen cabuda dins l'àmbit acadèmic, com evidencia el fet que el propi Bilbeny no hagi defensat mai una tesi doctoral sobre la catalanitat de Cristòfol Colom. Però fora dels canals de comunicació científics, compten amb gran predicament i difícilment aquells que llegeixen aquests falsificadors de la història acudirán després a contrastar les seves recerques consultant obres de tipus acadèmic. Precisament per aquesta raó l'obra coordinada per Baydal i Palomo resulta tan interessant i tan imprescindible, perquè compila de forma breu i amb un llenguatge accessible el coneixement acadèmic per respondre a les reconstruccions fetes des de la pseudohistòria i facilita la possibilitat de contrastar els relats tant de les teories de caire nacionalista espanyol com les prevenients de l'Institut Nova Història, que suposadament volt retornar a Catalunya la glòria passada que li hauria estat presumptament furtada.

La feina feta per l'equip que ha redactat el llibre (Vicent Baydal, Cristian Palomo, Stefano M. Cingolani, Alberto Velasco, Xevi Camprubí i Guillem Fornés) ha estat enorme, tant per haver fet un intens treball bibliogràfic com de recerca d'arxiu. També resulta essencial la claredat i la capacitat de síntesi per respondre de manera rigorosa a mites i falsedats molt difoses en unes poques pàgines i fer-ho comprensible no només als estudiosos, sinó també a tot el públic interessat.

És un encert dels autors presentar aquesta estructura, posant les teories espanyolistes i les suposadament catalanistes davant del mirall i dialoguin unes amb altres. Així resulta evident que les mateixes estratègies de falsejament històric s'estan emprant des de les dues posicions per reconstruir relats completament antagònics. Arreu del llibre, que no eludeix assenyalar i citar

diferents autors responsables d'aquest falsejament històric, s'observa que per als pseudohistoriadors el relat històric està al servei dels seus interessos polítics i es deixa totalment de banda l'honestat i el mètode científic. En el fons, i com el mateix títol del llibre mostra, està la qüestió de com aquesta utilització i falsejament del passat pot afectar Catalunya. D'altra banda, també cal preguntar-se si aquestes reconstruccions històriques són realment necessàries per sostenir les posicions polítiques dels nacionalismes català i espanyol, perquè sense necessitat d'haver de construir un passat a la mesura dels interessos ideològics segurament hi hauria arguments per defensar la pròpia posició en un debat intel·lectual honest.

Quelle histoire raconter quand on est minoritaire ?

Maïté BOUYSSY

Maître de conférences honoraire en histoire contemporaine

La question est vaste, jamais résolue en France, qui se voulut République “une et indivisible”, ce qui eut pour corrélat la difficulté à identifier des réalités régionales, des sous-ensembles et des dynamiques contrastées. Or politiquement et épistémologiquement l'affaire est complexe. Ne pas voir entraîne des crispations que l'on disait identitaires, que l'on dira bientôt *woke*, alors qu'il ne s'agit que de modes de développements différentiables. Ne pas vouloir voir conduit aussi à se moquer du narcissisme de la petite différence, et la parole autorisée reste l'apanage des seuls “*grands qui sont au pouvoir*”, pour reprendre l'expression de la chanson du 17^e de ligne qui célébra les soldats qui ne voulurent pas réprimer le soulèvement des vigneron languedociens de 1907.

Toute histoire est d'abord une question d'hommes présents sur un espace et, dans le cas occitan, c'est bien une affaire de géographie qu'il faut arriver à dire, alors qu'il est difficile de la faire émerger compte tenu de ce qui est son support, une langue perdue ou considérée comme telle. On ne l'accepte plus médiatiquement que selon le travers d'un “*avé l'accent*” dérisoire et infériorisant. Peu de monde en sait la frontière car rien n'a été construit en “hexagone”, alors qu'autour de la France un langage diplomatique s'était déjà imposé sous la formule du pays des Quatre rivières à la fin du Moyen Âge. Ce déficit perdura. Les derniers grands maîtres à s'être préoccupés de formuler une identité de la France dans son expression géographique remontent aux années 1980 à travers les textes presque testamentaires de Pierre Chaunu et de Fernand Braudel. Or, ils n'y voient rien ou si peu que l'on doit en faire le reflet de la construction d'une cécité au long cours, ce que paradoxalement j'eus à développer dans une revue très marginale, *Minoritas*, à Berlin-Est, avant que le *Mouvement social* n'accepte une mise au point sur l'historiographie en cours, en 1992, et que pour la *Revista Occitana* naissante, Robert Lafont ne me demande une synthèse !

Pour Chaunu, le Sud nous dote d'une “*mystérieuse (al)chimie de notre être*”, il procède, connotation déplacée mise à part, d'un *Urvolk* né des poteries méditerranéennes dites cardiales pour leur décoration appliquée par des coquilles de coquillages et pour leurs motifs décoratifs anomiques. On est sur des terres à saltus qui correspondent à des populations moins denses, un peuplement

“archaïque et pulvérulent”, tandis que le rubané du néolithique arrivé par le Danube en Europe occidentale insufflerait je ne sais quelle pensée d’organisation plus encore que d’ordre aux plaines ouvertes du Nord. La France du vieux professeur en Sorbonne en reste à jamais duelle, *“corps et âme”* aux *“destins soudés”*, de là la *“nécessaire répression”* des dissidences et la *“guerre implacable”* de la croisade qui présida à la naissance de l’Un n’étant que la condition de possibilité de ce qui a préalablement été défini comme la nature des choses françaises, que sanctionne le propre roman familial de l’auteur qui se présente comme de père lorrain et de mère (morte) méridionale. Ce qui ne l’empêche d’ailleurs pas de glisser des remarques du style *“Il n’est pas douteux que ce Midi qui se contente de peu, qui a le sens de la fête et à un moindre degré celui de la grandeur de la communauté nationale est aussi le lieu d’une certaine force d’équilibre et de bonheur”*, un *“bonheur égoïste, court et tranquille”* (p. 49).

Fernand Braudel, lui, sait des singularités d’un pays qu’il met *“sous le signe de la géographie”* et qu’il a parfois arpenté en marcheur, du Jura au Gers. Inventorier la diversité, le contraste, la frontière, est dans ses préoccupations. Il sait *“la cassure, plaie ouverte”* entre la France d’oïl et celle d’oc et, il donne les paramètres de ces écarts de civilisation : *“façon de naître, de vivre, d’aimer, de se marier, de penser, de croire, de rire, de se nourrir, de se vêtir, de bâtir ses maisons et de grouper ses champs, de se comporter les uns vis-à-vis des autres”*, ce qui dit une manière de penser aussi anthropologiquement datée que dans son substrat, car le dernier demi-siècle a fortement réduit les écarts de la majorité de ces paramètres. Par ailleurs, reste fort intéressante sa remarque sur Toulouse, cette Rome qui n’a pas réussi alors que, comme Paris, elle a sa langue, elle est au centre d’un bassin céréalière et à la confluence de cours d’eau. Divers éléments marquent aussi les différences, tels les soulèvements anti-fiscaux du XVII^{ème} siècle apparemment résorbés par la répression des dragonnades et l’arrivée du maïs qui atténua les crises alimentaires.

Paradoxalement, c’est le démographe et statisticien Hervé Le Bras et l’anthropologue Emmanuel Todd qui détectèrent une *“invention de la France”*, titre de leur ouvrage, par les chiffres et les analyses vectorielles. Ils s’étonnèrent de nombre de formes de continuité territoriale alors que les cartes en question ne sont pas déduites d’une régularité présumée ni téléguidée par quelque récit. Néanmoins, sur 215 cartes, sans imaginer de série causale singulière, un espace se détecte : pourquoi alors cette continuité dans 15% des phénomènes considérés, qu’il s’agisse de moindres suicides, de moindres divorces, de moins d’enfants, de moins d’enfants naturels et de moins d’enfants naturels reconnus, de plus de bacs chez les filles qui antérieurement de toute façon travaillaient moins à l’extérieur

entre 15 et 19 ans (car on les surveille autant qu'elles fournissent une main d'œuvre d'appoint). Il y a aussi moins d'ouvriers, un PC moins ancré à la classe ouvrière, plus de petit tertiaire et de petites entreprises, et en politique on est "jacobin", le RPR de 1948 n'a pas eu prise. Le partage est aussi plus arbitraire, conformément au droit romain de tester et les professions libérales plus nombreuses. Les auteurs y voient l'effet de la famille élargie maintenue sous un même toit, gage d'adaptabilité par temps de crise. Cette habitude, cause et conséquence, correspond aux structures fragiles d'une économie rurale vivifiée et dépendante de niches spéculatives, ce qu'observa Le Roy Ladurie. La famille mononucléaire du Bassin parisien et de la France du Nord, en revanche, exclut tôt les jeunes adultes condamnés à l'invention et même à l'audace entrepreneuriale.

Parallèlement, l'analyse de Marcel Roncayolo dans *L'Espace français* (1989), codirigé par André Burguière et Jacques Revel, donnait déjà idée de l'estompage des différences en sus de ce qui relève du credo dans l'aménagement, l'indécision du moment ne tenant pas assez compte de la consommation différée par l'investissement et des conséquences de la brutale désindustrialisation du pays, devant laquelle les auteurs restent circonspects. Enfin, les *Lieux de mémoire* de Pierre Nora donnèrent de façon synchrone la synthèse de ce qui pouvait se retenir d'un monde à la charnière vers autre chose, sans que cela se sache encore vraiment. Or, il en ressort un Sud signalé par son mutisme définitif, celui de Lascaux, puis celui du cri qui ne vaut pas langue articulée avec le Désert et la mémoire de ses souffrances, et enfin avec le Félibrige, l'enkystement dans une langue qui permet de constituer un pré carré de résistance au monde autant qu'un enfermement comme le démontre sans cesse Philippe Martel. Pour le reste, Paris donne l'épicentre du système mémoriel qui ne saurait se départir de supports institutionnels, ce que Maurice Halbwachs de longue mémoire soulignait. Aussi, Alain Corbin parlant de "Paris et la province", Maurice Agulhon du "Centre et la périphérie", Jacques Revel de la Région et Marcel Roncayolo du Département, ne font-ils qu'engloutir l'Occitanie, gommer ce qui serait singularité d'une identité souterraine, schéma possible par cumul et non émiettement des objets. Bref le dessin dans le tapis capable d'induire d'autres lectures leur échappe tandis qu'au même moment, soumis à son histoire et à son destin, Georges Pérec faisait savoir "la campagne, ça n'existe pas". Il n'y a que des Espèces d'espaces liés à notre passage, ce qui n'est qu'aporie puisque c'est cela même qui construit terroirs et territoires, et que pour finir, ce n'est peut-être que la géographie qui décide de nos identités et si l'on retourne le sens des possibilités, dans l'étrange indifférence à l'homme les éléments de la vie dépassent l'espace abordé dans son étrange étrangeté.

C'est alors qu'une vague de thèses pionnières menées sous l'autorité de Maurice Agulhon, en Méridional égaré au Collège de France, ou de Marcel Roncayolo, Marseillais de la rue d'Ulm, a repris la question de la constitution du regard de la France à elle-même. Marie-Vic Ozouf a traité de la départementalisation de la France qui se devait d'homogénéiser l'espace français en 81 départements (9 x 9, chiffres un peu magiques) parce que la Révolution devait régénérer les institutions nationales en veillant à l'égalité. Le débat fut vif lors de l'hiver 1790 et du flot de textes produits par l'inquiétude des villes et des populations ressort tout ce qui lie un territoire à son imaginaire. Non seulement au niveau national, les détracteurs du projet, favorables aux anciennes provinces, attiraient l'attention sur ce qui était charcutage dans le vif d'une chair, mais la crainte de perdre au change comme l'espoir d'y gagner en fixant davantage d'institutions pour ceux qui en avaient été préalablement démunis, ne manquèrent pas de faire émerger des arguments inverses et contradictoires. Les bassins des fleuves se firent liaisons ou frontières, la petitesse un argument souvent lié au bon marché du ravitaillement, la taille conséquente, celle de la sûreté de l'approvisionnement, enfin, un Barère, conscient de la différence des terroirs de plaine, de montagne ou de collines, plaida qu'en la matière l'abstraction ne peut rendre compte de la réalité du pays, ce qui ne résume pas son art ou sa mauvaise foi qui rendirent incontournable la création d'un département autour de Tarbes, conforme à sa zone politique d'influence. Chacun y allait d'un argumentaire propice à ses intérêts ou de ce qu'il crut tel. Moncrabeau ne voulait pas de Condom comme chef-lieu car il voulait gagner Bordeaux, alors fortement attractive, par Nérac et le plus court chemin, tout comme Duras voulait ignorer un possible relais par Sainte-Foy-la-Grande, tout était possible, envisagé, souhaité, défendu.

Marie-Noëlle Bourguet poursuivit la quête du regard de la France à elle-même par l'analyse de la statistique qualitative de Chaptal. La France départementalisée devait se faire connaître d'abord de ses administrateurs. D'immenses tableaux en 252 questions effrayèrent tant certains maires semi-analphabètes des petites communes qu'ils préférèrent démissionner, rapporta Bouche, le préfet de Marseille. Curieusement, c'est très inégalement que la France répondit à cette injonction, et très significativement, les tableaux départementaux publiés qualitativement furent plutôt méridionaux. Cela tient d'abord de l'importance que les administrateurs locaux accordaient à la demande, mais il faut aussi savoir que, plus près de Paris, l'administration sait que le pays est contrôlé ou contrôlable, et que le Sud reste énigmatique, "inexplicable", telle la Vendée insoumise dix ans plus tôt, parfois dangereux, encore récalcitrant devant la conscription, et qu'il a besoin de se faire connaître, au moins du point

de vue des administrateurs. Nous avons ainsi de belles descriptions des Hautes-Pyrénées ou l'Aude, grâce aux préfets.

Par ailleurs, la description de l'écart nord/sud sous les traits d'une coupure Saint-Malo-Genève s'est codifiée au XIX^{ème} siècle à partir de réflexions d'un publiciste italien, Adrien Balbi, elle fut reprise par un Danois de Paris, le géographe et non moins publiciste Malte-Brun, avant d'être popularisée par le baron Dupin. Ce sont les écarts d'alphabétisation qui ont été le plus vite repérés. C'est ainsi que se créa la modernité du regard de la France à elle-même en sortant des codes du XVIII^{ème} siècle ; la latitude ne faisait plus tout, les théories hippocratiques et aéristes non plus. L'économie et la démographie entraient dans la danse, Le Roy Ladurie traitant régulièrement de certaines différences, non seulement de la dénivellation Nord/Sud en sus de son article des *Lieux de mémoire*, resta un Normand fasciné par le Languedoc qu'il découvrit en tant que jeune professeur et auquel il consacra sa très magistrale thèse, *Les Paysans du Languedoc*.

La question des territoires tient aussi et d'abord aux villes qui les structurent, or ces villes sont toujours héritées mais leur fonction et leur dynamisme ne sont pas les mêmes. Et c'est à la structure réticulaire qui en découle que Bernard Lepetit a accordé toute son attention dans une oeuvre majeure et un peu austère, *Les villes dans la France moderne, 1740-1840* (Albin Michel, 1988). Il découle d'une masse d'hypothèses et d'une méthodologie complexe que la cassure, ou du moins une zone médiane et transitoire, se développe selon un axe Nantes-Genève qui met la Bretagne dans l'attraction des villes du Nord de la France. Quant au Sud, il y voit bien le passé du Nord mais le Nord ne constitue aucunement l'avenir du Sud, la notion de rattrapage n'a pas de pertinence, les enjeux des époques successives ne sont pas les mêmes, pas plus que le volontarisme ou les possibilités. C'est alors qu'il faut bien admettre que des villes-carrefour dynamisent l'innovation, plus que les villes-relais qui structurent des ensembles hiérarchisés sans armer un territoire, et qu'enfin des villes cul-de-sac, simples lieux de condensation de population par pesanteur, sont dites "populeuses", sans rôle déterminant, d'où il ressort que ce n'est pas, à la Condillac, la quantité de population qui fait la qualité d'un territoire, quels qu'aient été les principes révolutionnaires qui voulurent homogénéiser la structure du pays. Reste alors pendante la question qui taraude tous les esprits, celle des développements inégaux.

Cela dit, le XIX^{ème} siècle se complut dans des descriptions littéraires et économiques qui associaient le sol et la région, l'histoire et la géographie opposant Sud et Nord, mais comme le disait déjà Augustin Thierry, chacun y

Quelle histoire raconter quand on est minoritaire?

trouvant, sous de nouveaux arguments, les raisons de ses préjugés, les conservateurs ayant d'abord célébré le Nord, plus moderne, moins réfractaire, avant que la chose ne s'inverse, le Sud devenant le réservoir d'un archaïsme idéalisé. Chemin faisant, la vision de l'espace se modifia pour tout, tout autant que celle de l'Histoire. Le structuralisme nous avait habitué à affiner des descriptions, à mieux entendre les non-dits, à creuser nos points de vue, puis de positions critiques et hypercritiques on passa aux déconstructions. Pour avancer à grands pas, au-delà des visions caduques de l'espace, nous prendrons pour référence quelques géographes patentés.

André Frémont défendit toujours une géographie humaine forte de l'articulation aux hommes et à leur vécu (*La Région, espace vécu*, 1976), puis Michel Lussault (*L'homme spatial ; la construction sociale de l'espace humain*, Seuil, 2007) ne cessa de dire le sens des créations spatiales, quelles que soient leur densité et leur artificialité, telles celles des hypercentres, les malls du marketing américain, des villes faites magasins, des surfaces commerciales faites villes. Pour autant, le lieu n'en reste pas moins une portion d'espace investi affectivement et comme l'espace est un continuum dont le découpage pose problème, la (re)création permanente d'un espace vécu et politique en devient possible, par delà le côté parfois paillette de ce que l'on confie à l'événementialisation. La plasticité du monde se vérifie dans notre regard, nos approches, autant que par nos faire. Depuis, Denis Retaillé dans *Le Monde du géographe* (1997), avant sa mise au point de "Malaise dans la géographie, l'espace est mobile" (in Martin Vanier, *Territoires, territorialité, territorialisation, Controverses et perspectives*, Rennes, 2009), a signalé l'impact du déclenchement d'une circonstance, ce dont n'a jamais douté toute personne qui a participé jadis aux premiers rassemblements du Larzac, pour en revenir à notre propos.

Il n'y pas que la géographie qui a gagné en fluidité. L'histoire en tant que manière de raconter, a, elle aussi, pris conscience de ses limites et de la fragilité de ce qui antérieurement passait pour sa seule finalité, à savoir identifier "*ce qui fut*", ce qu'il en fut. Certes il fallait collecter et conserver des sources, détecter et récuser les faux, souvent produits à des fins privées, du temps où l'on n'hésitait pas à parler de "*droits immémoriaux*" pour imposer des rentes aux ressortissants de telle ou telle prétendue seigneurie d'ancien régime, sans parler des profits symboliques dont se paraient les villes et terres qui prétendaient à la plus haute antiquité, mais la critique ne s'est jamais bornée à cela seulement. De ce fait, l'écriture de l'histoire resta assez journalistique, pour les meilleurs de la profession, les bonnes plumes sachant intéresser le lecteur à la problématique très policière du : où ? quand ? comment ?, et de façon plus hasardeuse, car cela

implique déjà l'interprétation, en se posant la question des causes et des finalités, soit celles du : pourquoi ? Néanmoins, le positivisme le plus sévère n'a jamais manqué d'interroger l'implication du locuteur dans son témoignage, un souci qui s'est amplifié avec la prise de conscience que l'écriture blanche de l'historien est déjà un fait d'écriture et de position institutionnelle, avec Michel de Certeau, et que toute parole l'est plus encore quand Michel Foucault intitula sa leçon inaugurale au Collège de France *L'ordre du discours* (1970) et, plus tard, en 1982, Pierre Bourdieu avec *Ce que parler veut dire*.

Parallèlement les habitudes assez triomphalistes de la discipline historique furent ébranlées. En France, elle campait au cœur des appropriations disciplinaires dont elle se nourrissait en "ogre historien" (formule de Jacques Le Goff). La contestation du paradigme social et du marxisme au centre de l'épistémologie du second XX^{ème} siècle donna lieu à de joyeuses inversions de la recevabilité universitaire. Les Américains se firent les chantres du radicalisme des propositions d'Hayden White qui affecta tous les domaines d'une histoire culturelle qui, de critique puis déconstruite, ne voulut plus livrer que des hypothèses. Ce tournant linguistique, parti des grandes heures de la théorie, fut dynamisant et annoncé comme capable de sortir la vie intellectuelle de ses ghettos, mais il n'en reste pas moins qu'accolé à la "*fin de la modernité*" on doit aussi s'inquiéter de ce qui est porteur d'un élargissement des possibles et émancipateur, au péril d'amalgames qu'il faut contrôler, soit sur le plan éthique, soit dans une perspective de permanente discussion, ce qui est aussi d'héritage habermassien. À trop s'opposer à un XIX^{ème} siècle européen qui aurait été plus nettement conservateur que post-révolutionnaire, on en oublie parfois des pondérations nécessaires pas si neuves que cela. La linguistique des années 1960-1970 dans ses diverses obédiences et revues, *Langages*, *Commentaires*, et plus encore la praxématique de Robert Lafont, savait combien la sémantique n'a que des usages et que les textes n'ont que des lecteurs, ce qui ne veut pas dire que l'histoire "culturelle" confie tout aux "narratifs" (un anglicisme à succès).

Certes, l'Histoire put être inquiète ou inquiétée, mais subsiste la volonté de rester en rapport avec la société quels qu'en soient les sinusoïdes. Et c'est là que tous les protagonistes, historiens, économistes, politiques et acteurs sociaux inscrivent leur action, donc la nôtre dans notre désir de faire savoir la réalité en cours et d'infléchir dans un sens phatique nos besoins. Nous sommes des êtres de raison désireux d'élargir et non de confisquer le champ de l'imaginaire qui préside aux possibles.

Une rencontre qui reprend ce qui fut une préoccupation de Robert Lafont dont les orientations de linguiste, d'essayiste, de littéraire écrivant en occitan et

en français, en homme engagé, sollicite et légitime les multiples approches dont nous pouvons faire état. Une rencontre qui reprend ce qui fut une partie des discussions de l'universitaire Robert Lafont avec Georges Frèche, homme politique mais aussi historien à ses heures, ne peut qu'aider à retrouver un espace intellectuel et pragmatique. L'Occitanie ne fait pas des Pyrénées son barrage mais se soude à la Catalogne pour définir les nouvelles proximités culturelles et fonctionnelles, et Narbonne lieu de croisement des routes en est bien l'articulation, le symbole et le lieu de passage obligé.

Pour autant, les ellipses et les manques restent redoutables. Les manifestations de l'Éducation Nationale se bornent à des formules de courtoisie mais rien n'est concrètement fait pour intégrer de la littérature occitane au sein des programmes de "langue(s) française(s)". Il est facile d'exalter la différence au sein de pays étrangers, mais nullement au sein de l'hexagone. Le comble du paradoxe est d'ailleurs que les premiers articles que je fis sur ce sujet – avec Philippe Martel d'ailleurs – furent pour la minuscule revue de Berlin Est, *Minoritas*, la RDA n'ayant guère d'articles de démocratie à afficher. Aujourd'hui, on se borne à saupoudrer de petites subventions les initiatives locales, ce qui les laisse périr. La tendance aux grosses manifestations confiées à des organisateurs de festivals fait jurer que seul le gros rassemblement donnera une image du prestige de la ville et de ses élus, mais en dehors du cas de Bayonne, très soutenu par une longue histoire et un réseau associatif à toute épreuve, les fêtes (non taurines) ne sont que des répliques de ce qui peut se produire ici ou là au champ international. Ce manque de vue est perturbant. Il semble que la volonté politique s'accommode d'un monde où triomphent des créateurs d'événementialisations marketing et de buzz, mots pour l'heure encore accolés au jargon de la globalisation ultra-libérale.

Or, persistent bien un "réel", des tropismes, des habitudes, l'envie, comme jadis celle des habitants de Mur-de-Barrez qui défendaient effrontément leur envie d'aller plutôt à Rodez qu'à Aurillac, sauf que l'on est de moins en moins sûrs de nos propres envies, les "villes commerciales" n'imaginant que la fête de la consommation. La mise en scène festive de l'achat correspond paradoxalement à la mise hors de la ville des populations que de multiples stratégies évincent : les villes devenues des places fortes engorgées et sans places de stationnement, ou encore à fort prix et enfin sans voiture, ne sont plus reliées à quelque arrière pays et moins encore à leurs propres banlieues. Le non-lieu – notion théorisée par Marc Augé en 1992 – devenant la norme selon la "gouvernance" qui ne nous imagine plus que comme territoires indifférenciés. Haro sur ce qui veut se poser en sujet, on administre, on découpe, on homogénéise, vous n'aurez même plus la référence de votre département d'origine collé à votre véhicule, moins encore une logique

électorale “territoriale” quand les regroupements de communes, puis les nouvelles entités, donnent des noms arbitraires à des ensembles qui ne satisfont qu’au chiffre, à la manière de ce que Condorcet pensa de l’égalité, et alors même que l’on sort de cette logique de ... 1789-1790. *Bis repetita*. Plus nocivement encore, les dénominations des espaces ruraux effacent les toponymies multiséculaires, particulièrement le nom des cantons, lieu jadis de marchés et de foires, donc porteurs de la rencontre des femmes et des hommes. On dira ensuite que les enfants des écoles ont du mal à se repérer dans l’espace et dans le temps, chose à laquelle les programmes de 6^{ème} et de 5^{ème} portaient encore il y a peu la plus vive attention. Et tant pis si l’identité des moins dotés culturellement est happée par l’anomie et les paillettes de l’anomie consumériste, seuls lieux de projection possible renforcés par les jeux Instagram de diffusion instantanée de l’image de soi. Les perdants, les angoissés, auront aussi des drogues variées, légales ou pas, pour combler le vide.

Les nouvelles fractures spatiales et sociales des villes (qui ne sont pas des concentrés d’expériences “urbaines”, ce qui a été théorisé par leur force en tant que “attracteurs de la vie sociale”), et une néo-géographie de trajets virtuels et d’adhésions cliquées, dessinent autre chose d’impondérable, le désir de nos êtres dont l’ultime demande est de faire corps, peut-être à l’ancienne des jours de manifestations qui n’ont rien de soulèvement, mais des *Nuits debout* qui n’ont guère dépassé Paris ou des *Gilets jaunes*.

Cela ne veut pas dire que nous ne sachions pas faire dans le contournement, le rugby n’a-t-il jamais fait autre chose que d’avancer par passe arrière!

Interventions et discussions

Jean-Pierre Laval :

J'ai une remarque par rapport à l'intervention de Yan Lespoux, vous avez cité avec raison les ouvrages d'occitanistes qui n'étaient pas des historiens mais qui le sont devenus, Jean Larzac, André Dupuy, plus récemment Labouysse et Bonafous, évidemment Lafont. Mais enfin, je regrette quand même [l'oubli] d'une des pensées importantes qui a été longtemps dans les 60-70 au cœur des polémiques au sein de l'occitanisme, je veux parler du Parti de la Nation Occitane, l'ancien Parti Nationaliste Occitan, avec François Fontan. Pourquoi faut-il que, chez les universitaires, on mette à la trappe, on oublie ce qui ne plaît pas? Alors vous n'êtes pas si objectif que vous le racontez, en plus vous faites des remarques pour moquer en définitive l'occitanisme militant, alors que beaucoup de militants aujourd'hui et dans le passé ont été des militants parce qu'ils ont découvert justement cette histoire en étudiant, ou militant, ou ouvrier, dans les années 70 et 80, notamment le drame cathare. Ça, vous l'avez dit. J'aurais pu terminer.

J'ai interviewé Michel Roquebert, qui est un des grands historiens du catharisme qui a beaucoup écrit et lorsqu'il a commencé à publier son premier bouquin avec le photographe [Christian Soula] sur les *Citadelles du vertige*, le journal où il travaillait, la direction du journal La Dépêche du Midi à Toulouse, l'a un petit peu mis sur le côté, je dirais au niveau du travail, et lui a dit : "*Vous nous faites ça en feuilleton*" et ça a commencé dans La Dépêche du Midi donc en 1967-68. Le tirage de la Dépêche a augmenté et un tract est sorti, enfin un tract, en tout cas une feuille, à partir de tel jour dans la Dépêche : "*je suis de tel endroit du Lauragais, est-ce que j'ai des ancêtres cathares?*", le commencement d'une prise de conscience, il a fallu élargir le parking de Montségur, les cars ont commencé à arriver et ça a été le début de ce symbole historique de notre lutte. Alors voilà, simplement pour vous dire qu'il y a encore des militants qui croient à l'Occitanie ici.

Gilbert Larguier

Je voudrais réagir sur les deux communications que nous venons d'entendre (Maité Bouyssy, Jordi Canal), et sur celle qui nous a été transmise dans une version écrite (Yan Lespoux)¹. Elles ont tenté, très suggestivement, d'évoquer deux histoires – de la Catalogne et de l'Occitanie –, deux conditions

¹ Je précise ici mon intervention orale, inévitablement trop allusive et insuffisamment nuancée.

d'élaboration, d'écriture, ainsi que les visions et discours auxquelles elles ont donné lieu. Proches géographiquement, Catalogne et Occitanie ont connu des destins différents. Pour en saisir l'originalité, la genèse et la perception que l'on peut en avoir, il convient de prendre du champ avec une actualité inévitablement trop prégnante, et rappeler quelques éléments constitutifs. Un préalable, me semble-t-il, si l'on entend dépasser des approches approximatives ou rapidement trop partisanses.

Les pays catalans, au sein d'un territoire clairement circonscrit, ont développé très précocement les structures d'un véritable État, ont élaboré en un processus séculaire un droit public et privé de grande envergure, et mis sur pied des institutions représentatives autonomes, comme la *Generalitat*, productrices d'un corpus documentaire impressionnant, admirablement édité aujourd'hui. Pour ne prendre qu'un exemple, les *Dietaris de la Generalitat de Catalunya (1411-1714)*. Il n'en a pas été de même pour l'Occitanie. Celle-ci n'a pas connu, même avec les comtes de Toulouse, d'embryon d'État sur un territoire bien identifié avant la "capture" opportuniste du Languedoc par les Capétiens à la suite de la croisade albigeoise. Aussi, les sources disponibles grâce auxquelles peuvent s'écrire l'histoire de la Catalogne et celle d'Occitanie ne sauraient se mettre sur le même plan. Celles de la Catalogne, infiniment plus riches et cohérentes, offrent une belle continuité (au moins jusqu'aux décrets de la *Nova Planta*). En Occitanie, elles sont toujours en arrière-plan, sinon commandées de loin ou plus directement, linguistiquement notamment, par le pouvoir royal. De là, une vraie solution de continuité, à la différence de la Catalogne, et une difficulté rédhibitoire à voir émerger une histoire occitane digne de ce nom.

Ceci, dans le cas de l'Occitanie, a engendré deux représentations radicalement antagonistes. La première, depuis un "centre" – pour ne pas dire la France – a regardé le Languedoc, l'Occitanie dans son ensemble, comme une périphérie. L'exemple de Pierre Chaunu, fort justement cité par Maité Bouyssy, représentatif des faiseurs d'Histoire qui s'exerçaient à donner corps à un roman national "français", est emblématique. Dans son ouvrage *La France*, il avance que le destin du Languedoc l'assignait à l'effacement, par le biais d'une répression "nécessaire", en raison de sa dissidence – l'hérésie cathare –, ce qui institue la croisade albigeoise au rang d'authentique acte sacrificiel. Une vision déterministe lourde de présupposés qui vouait le Languedoc à une soumission à la puissance élue, et une thèse qui, sous une autre formulation, s'adossait à celle d'Ernest Lavisse, d'une France incréée au destin providentiel.

Ce type d'approche téléologique s'est doublé depuis le XIX^{ème} siècle, non sans une certaine condescendance, d'une représentation infériorisante d'un large Sud – auquel a été associé le Roussillon à l'occasion – par rapport au Nord,

exprimée, selon les contextes et les situations, sous des formes différentes, parfois inattendues. Ainsi cette intervention d’Alexandre Germain, doyen de la Faculté des Lettres de Montpellier, médiéviste de grande qualité. Orateur invité à Perpignan en 1867, il affirma lors de l’inauguration des conférences d’histoire qu’avec le Traité des Pyrénées la France avait repris ses anciennes limites gauloises, permettant ainsi aux habitants du Roussillon d’échapper aux malheurs de la Catalogne, de partager l’histoire d’une “*commune patrie*”, et d’avoir le privilège d’appartenir “à la reine des nations” puisque celle-ci détenait le “*sceptre politique*” ainsi que le “*sceptre intellectuel*”². Ou comment échapper à une malédiction méridionale. Exemple d’un autre ordre, beaucoup plus ténu mais révélateur : dans les années 1970, à l’université de Montpellier, dans le cadre d’une histoire régionale, Gérard Cholvy proposait, à des étudiants qu’il avait entendu parler catalan, des sujets de maîtrise sur leurs archives “*traditionnelles*”³. Le terme *traditionnelles*, dont on saisit la connotation, a-t-il échappé à son auteur ? Certes, l’expression “*histoire régionale*” avait cours dans les années 1970-2000 . Elle n’en sous-entendait pas moins une hiérarchie entre une Grande Histoire et une histoire des marges. L’enquête menée par Hervé Le Bras et Olivier Todd, citée par Maïté Bouyssy, solidement documentée, qui entend caractériser des espaces sans recourir aux faits d’ordre historique, n’échappe également pas à quelques biais : nombre de caractères mis en avant pour distinguer le sud et le nord, sont un résultat (conjoncturel ?) de la révolution industrielle plus marquée dans le nord que dans le sud du territoire en raison d’une plus grande richesse en ressources énergétiques, des caractères en voie de s’estomper actuellement avec la désindustrialisation. ... On pourrait multiplier les exemples. Mais gardons-nous de nous engager sur ce terrain propice à une inutile et stérile victimisation.

Le second, de résistance occitane, s’est forgé, miroir du roman national français dit avec pertinence Yan Lespoux, en opposition à l’État français – au pouvoir central plus exactement – conquérant et culturellement dominateur. L’Occitanie existerait elle aussi, intemporelle, comme un espace en attente de façonnement, avant qu’elle soit nommée, que soit formée sa langue, et qu’elle ait accédé à une conscience d’elle-même. Une Occitanie empêchée d’accomplissement à la suite de deux intrusions issues du nord, franque (victoire de Clovis à Vouillé, 507) puis capétienne (la croisade albigeoise), où elle est à la

² “Le Roussillon considéré dans ses rapports avec la France et avec l’Espagne, discours prononcé le 18 janvier 1867... pour l’inauguration des conférences d’histoire”, Jean Martel aîné, Montpellier, 1867.

³ *Revue d’Alsace*, 2007, “Les histoires régionales chez les contemporanéistes français (1950-2000)”.

place du perdant. De là, l'ouvrage inexorable d'un État français, taxé de tous les maux, quel que soit son habillage, monarchie ou république. N'engageons pas la discussion sur cette thèse. Avant la Révolution, le Languedoc ne perd pas toute représentation, certes sous la forme d'une assemblée provinciale au sein d'un royaume et, à la veille de 1789, les cahiers de doléances des communautés témoignent d'une puissante aspiration des méridionaux à être des citoyens membres d'une nation et d'une patrie⁴. Mais ceci nous entraînerait trop loin. Observons cependant combien le précoce rattachement du Languedoc au royaume et la lacune produite par l'absence de concrétisation territoriale et politique autonome du Languedoc, ou d'une Occitanie, ne sont pas étrangers d'une part à la tardive structuration du "roman national occitan", d'autre part à la mise en exergue du traumatisme de la croisade anti-cathare, redécouvert après des siècles de silence, ainsi que de notions placées au rang de marqueurs identitaires comme la *convivència* (la tolérance pacifique et tolérante) et le *paratge* cher à Robert Lafont (l'égalité morale entre les hommes), constitutives d'un patrimoine immatériel original. D'où l'attention à l'exhumer et à le revivifier.

Jordi Canal se positionne par rapport à la manière d'aborder l'histoire de la Catalogne – de l'utiliser, sinon de la biaiser avance-t-il –, qui à ses yeux a versé dans un nationalisme déplacé, ... pour ne pas dire plus. La charge anti-catalane n'est pas loin. Notons que celle-ci vise essentiellement la présentation contemporaine qui en est faite, historique, par une cohorte fournie d'historiens, puis politique, les deux se confondant, l'histoire nourrissant le politique. Travers de tous les nationalismes auquel la Catalogne n'échapperait pas. Il n'est pas dans mon intention, surtout en si peu de temps, d'ouvrir un débat à ce sujet. Il s'agit pour ma part de tenter de discerner comment les choses ont pu advenir, éventuellement par comparaison avec l'Occitanie et la France. Je prendrai comme exemple l'évènement présenté comme l'acte de naissance du "peuple-nation" catalan : le refus par le comte de Barcelone, en 988, de rendre hommage à Hugues Capet qui, l'année précédente, venait de se faire élire et couronner roi de France. On sait dans l'historiographie française et la vulgate inspirée par l'œuvre d'Ernest Lavisse, ainsi que dans l'enseignement jusqu'à aujourd'hui, la place à beaucoup comparable tenue par Hugues Capet et la fondation de la dynastie capétienne. En réalité, constatons, en prenant un peu de champ, que toute communauté, même

⁴ Gilbert Larguier, "Nation, Citoyen, Patrie. Vocabulaire et concepts des cahiers de doléances du Languedoc et du Roussillon", *L'An I de la Liberté en Languedoc et en Roussillon*, numéro spécial de la Société archéologique et scientifique et littéraire de Béziers, 1991, p. 55-72.

modeste, s'est toujours appliquée à s'inscrire dans la durée, quitte, à défaut d'évènement repérable considéré comme fondateur, à prétendre que son existence est immémorielle. Ainsi, pour ne pas s'éloigner de la Catalogne, la théorie forgée par Francesc Martí i Viladamor au début de la guerre de *Separació* (1640), d'une Catalogne libre depuis ses origines, car jamais conquise, même par les Romains, et restée pure, contrairement à la Castille née sur un territoire corrompu par les infidèles⁵. C'est pourquoi, parfait connaisseur des mythes fondateurs de la France depuis Clovis, il justifiait ainsi la proposition d'une intégration librement acceptée dans la France très chrétienne qui saurait respecter ses libertés. L'histoire, comme justification, a des racines profondes.

D'inspiration et de traces très différentes laissées dans l'histoire, comme d'utilisation qui en a été faite, 988 et la thèse viladamorienne me paraissent avoir un point commun, ce que l'on pourrait qualifier de "refus-résistance". Jamais l'Occitanie ne put s'identifier à un évènement comparable tenu pour fondateur où elle pouvait se reconnaître, voire qu'elle put célébrer. De même, durant la croisade anti-cathare, pas de front commun ni de production littéraire ou artistique où puiser des termes et des concepts mobilisateurs. De là, la difficulté à forger une mémoire, à la différence de la Catalogne. Je reviens à la guerre de *Separació*. Celle-ci était, dans un autre contexte, l'aboutissement d'un long processus de "désunion" avec la Castille. Elle fut génératrice d'œuvres politiques fermement pensées, traversées par une conscience aiguë de la "Terre", clairement formulée et facile à mobiliser. Elles ont largement contribué, étudiées, à favoriser l'émergence ultérieure d'un discours à contenu idéologique⁶.

1714, épilogue de la guerre de Succession d'Espagne, et l'accession des Bourbons sur le trône d'Espagne, plus encore les décrets de la *Nova Planta*, ne sont pas un évènement aussi mineur que ne l'avance Jordi Canal. Le sort réservé à la *Generalitat* en témoigne... ainsi que l'écho produit par sa résurgence contemporaine. Cette incise pour faire cette remarque : la réaction-résistance contre cet effacement a pris la forme au XIX^{ème} siècle d'une *Renaixança* – comme en Occitanie alors – par la voie d'un patrimoine immatériel à revivifier et enrichir. Sans aller plus loin, on touche au fond ici. Jordi Canal le dit avec juste raison. L'histoire est la mise en œuvre de matériaux à disposition, un travail de compréhension et d'interprétation, plus dépendant du contexte où l'on se trouve

⁵ Francesc Martí i Viladamor, *Cataluña en Francia, Castilla sin Cataluña, y Francia contra Castilla*, Barcelone, 1641.

⁶ Je renvoie ici aux travaux de Eva Serra, *La Revolució Catalana de 1640* (dir.), Barcelone, 1991, *Escrips polítics del Segle XVII*, 1995, etc., qui en ont inspiré beaucoup d'autres, et à A. Simon Tarrés, *Els orígens ideològics de la Revolució de 1640*, Barcelone, 1999.

qu'on ne le soupçonne souvent. D'où, travail préalable ... celui de l'historien sur lui-même pour éviter de se laisser aller à des surévaluations ou à des rejets partisans. L'historien, en effet, est bien un acteur, lui aussi objet d'histoire. Prendre un peu de champ permet de percevoir sans difficulté le profit que l'on peut tirer de l'observation d'histoires limitrophes. Elles s'éclairent l'une l'autre. Leurs caractères originaux s'aperçoivent mieux, ce qui permet de les aborder avec davantage de profondeur et de se déprendre de trop nombreuses approximations et courtes vues.